

# Élections européennes : une campagne unitaire pour une gauche de rupture reste nécessaire

lundi 11 mars 2024, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mars 2024).

**Les prochaines élections européennes auront lieu dans trois mois. Elles seront une étape importante pour s'opposer à Macron et à l'extrême droite en France et en Europe : sanctionner le pouvoir macroniste et ses politiques antisociales et autoritaires ; combattre le danger de l'extrême droite dont l'objectif reste de décupler l'exploitation, le racisme et la répression.**

Pour résister, le NPA estime que l'unité de la gauche de rupture est nécessaire dans la rue et dans les urnes. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes adressés aux forces de la gauche antilibérale, anticapitaliste et révolutionnaire, et que nous avons rencontré en particulier La France insoumise. Après trois rencontres, La France insoumise a adressé au NPA il y a deux semaines un courrier affirmant selon eux que « nos discussions ont fait émerger une série de désaccords [...] trop importants pour garantir notre capacité commune à mener une campagne cohérente ». Nous le regrettons car les discussions sur les contours d'un rassemblement d'une gauche de combat ne font que commencer.

Dans son courrier, LFI pointe « une divergence importante à propos de la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, sujet qui sera un des principaux thèmes de la future campagne des européennes », nous reprochant de ne pas être « contre ».

Nous pensons d'abord qu'il est problématique de faire de cette question un enjeu central de la prochaine campagne. Refuser par principe toute discussion autour de l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne peut ouvrir la voie à l'illusion des frontières qui protègent, ce qui participe au renforcement des courants réactionnaires et nationalistes prônant le repli sur soi. Nous avons toujours rejeté la construction européenne capitaliste, et défendons une rupture avec l'UE et ses traités, avec l'Otan et la construction d'une Europe militaire, pour la construction d'une autre Europe des travailleurSEs et des peuples. Nous sommes aussi solidaires de la gauche sociale et politique ukrainienne qui cherchent des points d'appui dans la lutte contre l'agression impérialiste russe de Poutine et le néolibéralisme imposé par le pouvoir ukrainien et les grandes puissances. C'est pour cela que nous pensons que la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE ne peut être posée à cette étape de façon binaire (soit pour, soit contre...) et qu'elle mérite une discussion, ici en France mais aussi avec les forces progressistes en Ukraine et dans toute l'Europe. Pour notre part, considérant l'ensemble de ces éléments, si un tel vote devait avoir lieu aujourd'hui, la position que nous défendrions serait l'abstention.

Dans les discussions avec LFI, nous avons donc proposé un compromis pour pouvoir nous inscrire dans une campagne commune, auquel il ne nous a été opposé qu'une injonction à devoir défendre le refus de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Puis sans même que nous ayons commencé à discuter d'un protocole d'accord, LFI a mis fin aux discussions sans autre forme de procès.

Pourtant, on s'étonnera d'apprendre que la ligne rouge tracée par LFI n'en est pas une ! Dans les discussions avec Génération.s en vue d'un accord, cette question était totalement absente du projet de protocole. Par ailleurs, il est évident que si, comme le défendait LFI il y a quelques semaines, une liste de l'ensemble de la Nupes conduite par EELV avait vu le jour, sa position n'aurait de toute façon pas pu être celle que porte aujourd'hui LFI...

Derrière ces prétextes, les vraies raisons sont donc à chercher ailleurs. Donner corps à un cadre de rassemblement, même électoral, nécessite des clarifications à gauche : choisir entre deux orientations inconciliables, la gestion du système ou la rupture avec celui-ci. La Nupes s'était construite sur la base d'un rapport de forces issu du succès de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon autour d'une ligne de rupture partielle, d'un programme antilibéral. C'est d'ailleurs ce qui rendait possible l'inscription du NPA dans une campagne commune pour les élections européennes, dans le contexte de l'absence des principales forces de gestion du système telle que le PS ou EÉLV.

LFI ne prend pas à cette étape ses responsabilités pour initier le rassemblement nécessaire des forces sociales et politiques pour affronter le macronisme autoritaire et le danger de l'extrême droite victorieuse. Au-delà du NPA et de LFI, c'est l'ensemble des forces anticapitalistes et antilibérales qui se retrouvent divisées et isolées là où il faudrait l'unité d'action la plus large dans la rue et le rassemblement de la gauche de combat dans les élections.

Pour les élections européennes et les mobilisations à venir, pour construire une alternative politique, c'est cette orientation, unitaire et de rupture, que le NPA veut continuer à défendre ces prochains mois, avec toutes les forces — y compris LFI à qui nous continuons de nous adresser — et avec toutes celles et ceux qui sont orphelins d'une gauche de combat qui dépasse largement les rangs des organisations politiques actuelles.

Montreuil le jeudi 7 mars 2024

## **Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)**

---

### **P.-S.**

- NPA. Publié le Jeudi 7 mars 2024 à 19h15 :  
<https://nouveaupartianticapitaliste.org/communiqu/elections-europeennes-une-campagne-unitaire-pour-une-gauche-de-rupture-reste-necessaire>